

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 18

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR:

SARKOZY ROULE POUR LUI.

Sans essayer le moindre démenti, la presse s'est largement fait l'écho des propos tenus par le Président de l'UMP devant ses amis pour justifier son entrée au gouvernement. En substance : le ministre de l'Intérieur n'occupera sa charge que jusqu'en 2006, puisqu'il se réserve ensuite un an pour préparer sa campagne présidentielle et celle de son parti aux élections législatives. D'ici là, Sarkozy aura la haute main sur la police, la DST et les RG, et procédera au nouveau découpage électoral décidé par le gouvernement Raffarin. Une aubaine pour le petit Nicolas, qui explique tranquillement que « le ministère de l'Intérieur est un poste idéal pour préparer 2007 » (Le Monde du 7 juin).

A peine installé place Beauvau, le ministre a limogé le sous-préfet Gérard Dubois, conseiller au cabinet du préfet de police de Paris et chef du service de presse de celui-ci depuis 12 ans. Motif : Dubois aurait colporté – jusqu'à l'Élysée – les rumeurs concernant le couple Sarkozy. Quant au directeur de la DST, Pierre de Bousquet de Florian, il serait sur la sellette pour ne pas avoir démasqué le corbeau de l'affaire Clearstream, lequel accusait – apparemment à tort – le chef de l'UMP d'être l'un des bénéficiaires des commissions occultes perçues sur la vente des frégates à Taïwan.

Question naïve : cette façon désinvolte d'utiliser à des fins personnelles les services de l'Etat est-elle conforme à la tradition républicaine ?

LA FRANCE SPECIALISTE DU CHÔMAGE ET DE LA PRECARITE.

La durée moyenne du chômage chez les 25-54 ans est de 16, 7 mois en France, ce qui place notre pays en avant-dernière position parmi les pays de l'OCDE. Seule l'Espagne enregistre un plus mauvais résultat. La situation s'aggrave avec l'âge et en l'absence de diplômes. D'autre part, le taux de contrats précaires en France, toutes catégories d'âge confondues, est le plus fort d'Europe à l'exception de l'Espagne. En 2004, 73% des embauches réalisées dans notre pays l'ont été via des CDD.

GENERAL MOTORS SUPPRIME 25 000 EMPLOIS.

Croulant sous les dettes à tel point que ses titres ont été classés dans la catégorie « obligations pourries » (« junk bonds »), le premier constructeur automobile mondial a annoncé la suppression de 25 000 emplois d'ici à 2008 pour tenter d'échapper au dépôt de bilan. GM emploie 150 000 personnes aux Etats-Unis, et représente 1% du PIB de ce pays.

EDITO: PASSAGE EN FORCE

Tout ce bruit pour ça ! Tous ces roulements de tambours, ces déclarations grandiloquentes, pour accoucher d'un gouvernement Raffarin IV, libéral bon teint, et qui répond à l'expression majoritaire du peuple français par le recours aux ordonnances ! Ce ne sont pas les Cent Jours, c'est un petit 18 Brumaire, qui voit l'Élysée-Matignon passer en force au mépris du suffrage universel.

Villepin n'aura pas fait illusion. Son programme est d'abord indigent : aucune politique de relance économique ; la France tiendra ses engagements de réduire le déficit budgétaire pour le ramener sous la barre des 3%. L'argent des privatisations pourvoira au désendettement de l'Etat : dans l'immédiat, le gouvernement ouvre le capital de Gaz de France et des sociétés d'autoroutes, en attendant de le faire chez Areva et de céder de 8 à 9 milliards d'euros du capital d'EDF.

Seconde caractéristique : le programme de Villepin exauce le souhait du Medef de voir le droit du travail remis en question. Ainsi, le « contrat nouvelle embauche », qui prévoit une période d'essai de 2 ans, est un pas franchi vers la suppression des CDI réclamée par le patronat. Ce type de contrat accentue la précarité et instaure le droit de licenciement librement. Autre mesure-phare, la suppression des charges pour les emplois au SMIC est un appel à généraliser les bas salaires. Les syndicats sont unanimes à rejeter ce soi-disant « plan d'urgence », qui prévoit aussi des mesures de pression sur les chômeurs. La CGT appelle à une journée d'action le 21 juin.

Comme le dit Henri Emmanuelli, « on vole leur vote aux Français ». Un climat de fin de règne, mais aussi de fin de régime s'étend sur la France. Les observateurs ont beau souligner à l'unisson le « divorce ente les élites et le peuple », prononcé clairement par la victoire du Non, Chirac ne veut rien savoir. Seul lui importe son maintien au pouvoir, cependant que la justice requiert des peines de prisons contre ses affidés dans le procès des marchés publics d'Île-de-France, où son nom est fréquemment cité...

Hélas, à la surdité du chef de l'Etat répond comme en écho celle des hautes sphères du PS, qui n'ont pas trouvé meilleur argument à l'adresse de la majorité des électeurs de gauche, coupables d'avoir voté « non », que d'évincer Laurent Fabius et ses amis de la direction du parti. Comment le PS compte-t-il gagner les élections en 2007 s'il fait montre d'un tel mépris pour la majorité de ses électeurs potentiels, y compris ceux qui s'identifient au socialisme ?

Contre la politique de Chirac-Villepin-Sarkozy, contre le retour de la directive Bolckestein et les prochaines mesures anti-sociales annoncées par la commission de Bruxelles, c'est pourtant d'union et de détermination dont nous avons besoin. Heureusement, le grand rassemblement de la gauche anti-libérale, qui s'est formée autour de plus de 700 collectifs pour le Non, poursuit sa mobilisation.

Prochain rendez-vous unitaire, auquel participe la CNGR : jeudi 16 juin, à Paris, place de la République à 18h30, au moment où se réunit le Conseil européen. Pour une autre politique en France et en Europe. La victoire du Non a ouvert la voie : marchons sans relâche, car le combat des peuples contre le libéralisme est une lutte prolongée.

La Gauche Républicaine

L'EXEMPLE BOLIVIEN

Pays de 9 millions d'habitants situé au cœur de l'Amérique du Sud, la Bolivie est la nation la plus pauvre du continent. Depuis quelques années s'y livre une formidable bataille politique entre un peuple particulièrement combatif et l'oligarchie alliée aux multinationales de l'énergie. L'enjeu : un formidable gisement de gaz qui ferait de ce pays andin le deuxième producteur sud-américain après le Venezuela.

Alors que la révolution populaire de 1952 avait débouché sur la nationalisation du sous-sol, les gouvernements qui se succèdent à La Paz depuis la fin des années 90, revenant sur cette mesure au nom de « la libéralisation de l'économie », ont accordé à plusieurs compagnies multinationales (dont Total) le droit de propriété sur le gisement au motif qu'elles ont investi dans sa prospection.

Or le peuple bolivien ne l'entend pas de cette oreille. Après avoir chassé de la présidence de la République l'ultra-libéral Sanchez de Losada en 2003, c'est maintenant son successeur, Carlos Mesa, qui est contraint de démissionner. A l'appel de la Centrale Ouvrière Bolivienne, des comités de quartier d'El Alto, la ville très peuplée et très pauvre qui surplombe La Paz, des organisations indigènes et des partis de gauche, des dizaines de milliers de personnes manifestent tous les jours pour que le gaz et le pétrole soient nationalisés, et deviennent ainsi la poutre maîtresse du développement du pays. Mais le gisement se trouvant dans l' « Oriente », les provinces de l'est de la Bolivie, les oligarques « orientaux » brandissent la menace d'une sécession...A suivre avec la plus grande attention.

L'EUROPE DANS TOUS SES ETATS

C'est « non » en France, « non » aux Pays-Bas, et Tony Blair préfère reporter sine die le référendum prévu au Royaume Uni. Le « mouton noir » a fait très vite des adeptes... Le Conseil européen des 16 et 17 juin aura donc un ordre du jour très chargé, d'autant que le torpillage du « traité constitutionnel » par les peuples de deux pays fondateurs de l'UE n'est pas le seul souci des gouvernements.

L'élaboration du budget de l'Union pour la période 2007-2013

pourrait tourner à la foire d'empoigne, six pays – l'Allemagne, la France, la Suède, les Pays-Bas, l'Autriche, le Royaume Uni – exigeant que les dépenses soient plafonnées à 1% du PIB européen. Autre pomme de discorde : la ristourne dont bénéficie Londres sur sa contribution depuis 1984, et que ses partenaires jugent aujourd'hui « anachronique ».

Mais la vraie crise européenne est celle de son économie, atone depuis trop longtemps. Plusieurs pays ne respectent plus les limites de déficit budgétaire et d'endettement stipulées par le pacte de stabilité, et ce n'est pas la politique monétariste – lire : astringente - de la Banque centrale européenne qui pourra redonner des couleurs au vieux continent. Et certains de s'interroger sur l'avenir de l'euro, comme le magazine allemand Stern, selon lequel une réunion se serait tenue à Berlin fin mai entre responsables de la Bundesbank et membres du gouvernement, et où aurait été évoquée l'éventualité d'un « éclatement de la zone euro ». Quant au ministre italien des Affaires sociales, Roberto Maroni, membre de la très droitière Ligue du Nord, il s'est carrément prononcé pour la réintroduction de la lire...Un changement de cap est urgent, car l'europe libérale nous mène droit dans le mur.

« UNE AFFAIRE DE DECENCE »

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, est actuellement le président de l'Union européenne. Le « traité constitutionnel » sera soumis à référendum dans son pays le 10 juillet. Interrogé sur son attitude au cas où le « non » l'emporterait, Juncker a répondu qu'il démissionnerait, car « c'est une affaire de décence ; en cas de victoire du « non », ce n'est pas au peuple de partir, c'est à moi de m'en aller ». Chirac appréciera.

LE « NON » EN TETE AU DANEMARK

Deux sondages donnent le « non » gagnant au référendum sur le « traité constitutionnel » qui devrait avoir lieu au Danemark le 27 septembre. Sauf si le prochain Conseil européen en décide autrement...

D'après l'institut Gallup, 38% des électeurs voteraient « non » et 34% « oui ». Selon Megafon, le « non » l'emporterait avec 42% des suffrages contre 36% pour le « oui ».

HUMEUR

Jacques Généreux, professeur à Sciences Po Paris et membre du Conseil National du PS réagit à l'éviction de Laurent Fabius de la direction de ce parti.

(...) Aujourd'hui, 4 juin 2005, en prenant pour seule vraie décision (outre celle du lancement d'un Congrès anticipé) l'éviction de Laurent Fabius, la direction du PS a fait ce qu'elle reproche régulièrement au gouvernement français : se comporter comme si les Français ne rejetaient pas clairement sa ligne politique. Désormais, le PS n'est plus dirigé que par des partisans du « oui » attristés par une défaite qui a fait sauter de joie tout le peuple de gauche et que 59% d'électeurs socialistes considèrent comme une grande victoire pour l'Europe, pour la démocratie et pour le socialisme.

La seule explication plausible à un tel grand écart est là aussi « un comportement purement stratégique ». Il s'agit de contrôler l'appareil du parti en espérant retrouver au Congrès la même majorité d'adhérents qui à 58% ont dit « oui » au référendum interne. Car qui tient le parti maîtrise les investitures aux prochaines élections...Et même si les électeurs de gauche ne sont pas satisfaits d'avoir à voter en 2007 pour des socialistes partisans du « oui », ils n'auront pas le choix- espèrent certains : les français seront tellement excédés par la politique de la droite et tellement désireux

d'une alternance qu'ils voteront de toute façon pour n'importe quel candidat de gauche.

Stratégie suicidaire en vérité. Les électeurs de gauche ne veulent pas une alternance mais une véritable alternative politique. Ils ne voteront pas pour un PS autiste qui rendrait la terre entière responsable de ses échecs et n'avouerait aucune erreur, qui ne ferait pas leur juste place à tous ceux qui sont constamment en phase avec les aspirations du peuple de gauche. Partout où les électeurs ont voté à plus de 60% pour le « non », ils ne voteront pas en 2007 pour un candidat partisan du « oui ».

Cette évidence devrait, espérons-le, ramener beaucoup d'élus et de candidats à la raison : si le PS de 2007 est le même que celui du 29 mai 2005, les candidats socialistes iront à l'abattoir. Alors n'est-il pas plus raisonnable de convaincre nos électeurs que leur « non » n'a pas seulement gagné le référendum, mais aussi gagné dans notre parti ? Vous voyez bien que la stratégie électorale a parfois du bon. A la seule condition de ne pas choisir la mauvaise.